



Journée d'action et de sensibilisation dans l'enseignement,
ce jeudi 9 février dans toute la **province de Liège**
COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis un an, les personnels de l'enseignement sont régulièrement dans la rue et interpellent le gouvernement de la Communauté française de Belgique pour lui signifier que sa politique de réforme actuelle est inefficace par rapport aux objectifs poursuivis et qu'elle dégrade aussi bien les conditions de travail des enseignants que les conditions d'apprentissage des enfants.

Des objectifs louables

Le front commun syndical réaffirme qu'il partage les objectifs affichés d'une école plus égalitaire, plus inclusive et plus juste, mais que la politique actuelle du gouvernement ne peut rencontrer ces objectifs. Des mesures prises dans le cadre du « pacte pour un enseignement d'excellence » ont comme principal effet de diminuer les moyens consacrés directement à l'enseignement c'est-à-dire aux enfants. Une inflation administrative qui dévore temps et énergie ; des demandes de justification du travail effectué qui prennent presque autant de temps que le travail lui-même ; une accentuation de la situation de marché scolaire, qui transforme les enseignants en représentants de commerce et oblige les écoles à des dépenses publicitaires toujours plus importantes. Voilà le résultat réel de ces mesures.

Des besoins non rencontrés

Pour éviter qu'une mesure ne coûte trop cher, on la réserve « à ceux qui en ont le plus besoin ». Le phénomène n'est pas nouveau, mais il s'est accentué avec le « pacte ». Ces dispositifs sont souvent de bonnes idées au départ, mais lorsqu'ils sont mis en place et que l'on s'aperçoit que le besoin est plus important qu'estimé, les moyens alloués à ces dispositifs sont rapidement plafonnés rendant la mesure inefficace. Les dispositifs FLA (Français Langue d'Apprentissage) et l'intégration individuelle sont de bons exemples de cette limitation.

Un renvoi de responsabilité inacceptable

Les enseignants refusent d'être considérés comme étant les responsables des mauvais résultats de notre système scolaire. C'est ce même système et en particulier le marché scolaire qui génère l'inégalité, pas les déficiences individuelles ou la mauvaise volonté des travailleurs. La seule solution efficace pour lutter contre les inégalités scolaires et améliorer la réussite de tous est de concentrer un maximum de moyens à la limitation du nombre d'enfants par classe.

Les personnels de l'enseignement refusent catégoriquement toute modification du système d'évaluation de leur travail. Ajouter une évaluation purement managériale à celles déjà existantes n'a aucun intérêt pour la qualité du travail pédagogique, mais servira essentiellement à mettre la pression sur les travailleurs pour qu'ils effectuent bénévolement des tâches liées à la concurrence scolaire.

Des mesures d'économies, encore...

Les enseignants dénoncent aussi les mesures d'économie faites ou à faire sur le dos de l'enseignement qualifiant ainsi que la manière dont ces économies doivent être réalisées en confiant en grande partie au marché scolaire le choix des lieux de fermetures d'options. De plus, aucune mesure d'accompagnement n'est actuellement proposée.

Jusqu'à présent, le gouvernement a fait semblant de nous écouter et a continué dans la même voie sans tenir compte le moins du monde de nos revendications.

En conséquence, nous tenons à rappeler aux différents élus des partis qui soutiennent ce gouvernement que leurs mandats prennent fin en 2024 et que les enseignants ont une bonne mémoire...

#jemensouviendrain2024!